



Lamamra a été reçu par les présidents d'Ethiopie et de Tunisie

Afrique : redéploiement de la diplomatie algérienne

● Le Président Tebboune reçoit le président du Conseil présidentiel libyen en audience solennelle

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5435 - Jeudi 29 juillet 2021 - Prix : 10 DA

49 décès et 1 927 nouveaux cas
Covid : sinistre record de morts et de contaminations

Page 2

Hausse des prix des différents aliments

Le poulet s'affiche depuis une semaine à plus de 800 DA le kilo

Page 3

La Tunisie à la veille d'une opération mains propres d'envergure ?

Par Mohamed Habili

A lors, maintenant que l'effet de surprise est passé, que tout un chacun a eu le temps de bien réfléchir sur ce qui s'est passé en Tunisie depuis le 25 juillet, sous quel titre convient-il le mieux de placer les mesures d'exception prises par Kaïs Saïed ? Celui de coup d'Etat, de coup de force, de passage en force, de simple acte d'autorité, ou plutôt de mesures de sauvegarde en réponse à une véritable menace sur la sécurité interne ou externe du pays, et comme tel un acte de salut public ? Le recours à l'article 80 de la Constitution faite par le chef de l'Etat tunisien a paru d'autant moins justifié à ses détracteurs que cet article est ainsi libellé qu'il s'inscrit on ne peut plus clairement en faux contre la suspension du Parlement, auquel au contraire il est fait obligation de siéger en permanence pendant la durée de sa mise en œuvre. Autre bévue ou interprétation abusive commise selon eux par le président, celle qui a trait au renvoi du gouvernement, tout aussi explicitement interdit par la clause invoquée par lui.

Suite en page 3

Morts en série des malades en détresse respiratoire

P' Nibouche : «La gestion de l'oxygène est archaïque en Algérie»

● Recrudescence des contaminations au Covid-19 avec un fort taux de mortalité/Tizi Ouzou : vaste élan de solidarité avec les malades



Ph/D. R.

Tandis que de nouveaux tristes records sont enregistrés quotidiennement, les hôpitaux sont au bout de l'asphyxie et ne parviennent pas à traiter tous les cas de détresse respiratoire causés par le Covid-19. Pour le P' Djamel-Eddine Nibouche, «la gestion de l'oxygène est archaïque et il faut moderniser les structures pour régler le problème».

Page 2

Tizi Ouzou

La crise de l'eau risque de s'accroître les prochains jours

Page 16

Groupe Sonatrach

Plus de 5 500 nouveaux postes pour les wilayas du Sud

Page 16

Morts en série des malades en détresse respiratoire

P^r Nibouche : «La gestion de l'oxygène est archaïque en Algérie»

■ Tandis que de nouveaux tristes records sont enregistrés quotidiennement, les hôpitaux sont au bout de l'asphyxie et ne parviennent pas à traiter tous les cas de détresse respiratoire causés par le Covid-19. Pour le P^r Djamel-Eddine Nibouche, «la gestion de l'oxygène est archaïque et il faut moderniser les structures pour régler le problème».

Par Louisa Ait Ramdane

L'Algérie enregistre depuis le début du mois de juillet des chiffres très élevés de cas de Covid officiellement recensés toutes les 24H, dépassant

Secteur de la Santé à Béjaïa Équipement des nouvelles structures avant leur inauguration

Un chargé de gestion a été récemment désigné par le ministère de la Santé pour gérer le nouvel hôpital de 60 lits de Souk El-Tennine, livré il y a plusieurs mois. Une délégation de wilaya, à sa tête le wali de Béjaïa, a effectué, dimanche dernier, une visite à cette structure, afin de superviser l'installation des équipements médicaux acquis en prévision de son ouverture très prochainement, une ouverture «imminente». La mise en service de cette structure sanitaire a trop tardé. Ce projet avait été lancé il y a plus de dix années et a connu des arrêts et une réévaluation du coût. S'agissant de l'ouverture de l'hôpital de 60 lits du chef communal et chef-lieu de daïra de Tazmalt, elle peut attendre puisque les travaux de voirie et réseaux divers (VRD et finitions) ne sont pas encore achevés. Ceci, même s'il y a une volonté de l'inaugurer. L'entreprise a été sommée de finir rapidement les travaux mais ils entraînent toujours. S'agissant de l'hôpital psychiatrique d'Oued-Ghir, «les travaux sont achevés à 100 %», annonce la cellule de communication de la wilaya. «Un avis d'appel d'offres pour l'équipement de cette nouvelle structure ainsi que le recrutement du personnel sera incessamment lancé», indique-t-on. Cet établissement a une capacité d'accueil de 120 lits. Il est implanté sur un terrain d'une superficie d'environ quatre hectares. «Lors de la visite d'inspection effectuée au niveau de ce établissement en compagnie du président de l'APW et des élus, membres de la commission de santé, le chef de l'exécutif a instruit le directeur de la santé afin d'accélérer la procédure administrative liée à son équipement ainsi que le recrutement du personnel», a souligné la cellule de communication de la wilaya.

H. Cherfa

la barre des 1 500 contaminations par jour. La situation n'est plus préoccupante, elle est dramatique, car l'épidémie s'aggrave avec l'apparition des nouveaux variants, s'est alarmé le professeur Djamel-Eddine Nibouche, chef de service cardiologie de l'hôpital Nafissa-Hamoud, ex-Parnet, Alger. «Lorsqu'on analyse la maladie, on voit qu'elle est périodique, avec des phases d'accalmie où il y a un fond de contaminations et puis, d'un seul coup, la contamination devient importante», a-t-il relevé, recommandant de s'y préparer.

Pour lui, les hôpitaux sont inadaptés à la prise en charge du coronavirus et de ses variants. «Nos structures actuelles, surtout dans les grandes villes, ne sont pas adaptées pour une prise en charge adéquate du Covid et d'un nombre aussi important de patients qui présentent des problèmes», a relevé l'intervenant.

Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio nationale, il dira que la solution passe par la réalisation de nouvelles structures dédiées au Covid-19. «Il faut créer des structures légères spécifiques, adaptées à la prise en charge réelle de la maladie. Ces structures peuvent être montées en une quinzaine de jours, clés en main, avec un générateur d'oxygène autonome. Elles existent en Chine, aux États-Unis et en Europe». Le P^r Nibouche a insisté : «Ces structures légères doivent être réalisées très rapidement et ainsi on libérera tous les hôpitaux des grandes villes pour pouvoir prendre en charge les autres maladies graves respiratoires».

Actuellement les établissements de santé publique sont saturés et souffrent du manque



Pr Djamel Eddine Nibouche
chef de service cardiologie au CHU Nafissa Hamoud

de matériels nécessaires à la prise en charge des malades, notamment l'oxygène. Le manque de ce produit vital dans les hôpitaux a causé la mort des patients atteints du Covid, relançant ainsi la polémique quant à la mauvaise gestion de la crise sanitaire par les autorités. Profitant de la crise sanitaire, des spéculateurs entretiennent la pénurie d'oxygène au péril de la vie des malades. Une bonne partie de la production nationale d'oxygène est écoulee au prix fort. «La gestion de l'oxygène est archaïque parce qu'il n'y a pas de sociétés de prestation de service qui sont des professionnels de l'oxygène. Un directeur d'hôpital n'a pas à gérer l'oxygène, il fait appel à un prestataire de service», a-t-il expliqué. C'est pourquoi, il recommande de «passer au générateur d'oxygène pour garantir l'autonomie des hôpitaux».

Selon le spécialiste, «la politique de gestion de la crise sani-

taire n'implique pas uniquement le ministère de la Santé qui fait tout ce qui est dans ses possibilités pour gérer la crise, mais elle implique beaucoup d'autres structures de l'Etat». Concernant la gestion de la crise sanitaire, le P^r Djamel Eddine Nibouche a appelé à la mise en place d'une nouvelle stratégie de gestion, maintenant que la pandémie s'est installée et elle ne va pas disparaître, dira-t-il. Pour y faire face, il a suggéré de former les

médecins généralistes à la prise en charge du Covid-19. «Il doit y avoir une formation spécifique, avec un certificat, pour les médecins généralistes qui doivent être au premier plan dans ces structures dédiées». Pour désengorger les hôpitaux, le chef de service a appelé également à impliquer le secteur privé : «L'apport des médecins privés est fondamental. Il faut y penser et l'organiser».

L. A. R.

49 décès et 1 927 nouveaux cas Covid : sinistre record de morts et de contaminations

L'Algérie a enregistré 49 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 24 cas de plus que le bilan d'hier (25), portant à 4 161 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une forte hausse, avec 1 927 cas, soit 383 cas de plus par rapport au bilan d'hier (1 544), pour atteindre, au total, 167 131 cas confirmés. R. N.

Recrudescence des contaminations au Covid-19 avec un fort taux de mortalité

Tizi Ouzou : vaste élan de solidarité avec les malades

L'hôpital d'Azeffoune (71 km au nord-est de Tizi Ouzou) pourrait avoir son autonomie en production d'oxygène médical dès aujourd'hui, suite à l'acquisition d'un générateur par des bienfaiteurs. En effet, une équipe spécialisée s'affairait hier dans la journée à installer la centrale en question, réceptionnée dans la soirée de mardi. Elle sera opérationnelle au plus tard aujourd'hui, au grand soulagement des malades atteints de Covid-19 nécessitant de l'oxygène, du personnel médical et des populations de toute la région, après la panique qui

s'était emparée d'eux depuis plus d'une semaine. Le générateur d'oxygène a été acquis via la formule d'un achat par crédit engagé par le mouvement associatif local, en collaboration avec des bienfaiteurs. Ils se sont lancés le défi de collecter la somme de plus de 13 millions de dinars dans un délai de 5 jours afin de payer le fournisseur de ce générateur. Les échos nous parvenant d'Azeffoune font état d'un vaste élan de solidarité suscité par cette action et la quête avance convenablement. Le contexte sanitaire du Covid-19 que vit la région a vite fait réagir toutes et

tous en se mobilisant à freiner la recrudescence des contaminations par la réactivation des mesures préventives et leur durcissement, d'une part, et à doter les structures de santé en matériel médical très demandé en ces moments, à savoir des générateurs et des extracteurs d'oxygène. A Bouzeguène (60 km à l'est de Tizi Ouzou), un bienfaiteur local a pris l'engagement de financer l'acquisition d'un générateur d'oxygène au profit de la polyclinique de la localité. A Boghni (35 km au sud de Tizi Ouzou), la diaspora est en train de collecter des fonds pour acheter du matériel

médical au profit des établissements de santé de la région. Jusqu'à hier, 50 000 euros avaient été collectés et la quête se poursuivra. A mesure qu'on réalise la gravité du contexte sanitaire avec une forte mortalité, les populations de la région se mobilisent pour surmonter l'épreuve sur divers plans, au soulagement des malades dont les derniers chiffres font état de pas moins de 960 personnes atteintes de Covid-19 admises, jusqu'à hier, dans les services des différentes structures sanitaires de la wilaya de Tizi Ouzou.

Hamid Messir

Hausse des prix des différents aliments

Le poulet s'affiche depuis une semaine à plus de 800 DA le kilo

■ La hausse des prix n'épargne aucun aliment. Cette semaine, c'est au tour du poulet de se voir pousser des ailes, s'affichant dans les différents marchés à plus de 800 DA le kilo. Cette hausse «est principalement due à une baisse de la disponibilité du poulet au niveau des bâtiments d'élevage et une diminution importante de l'offre sur les marchés durant cette période», expliquent les commerçants.

Par Thinhinene Khouchi

La guerre des prix bat son plein. Les commerçants ont décidé d'augmenter les prix des fruits et légumes ainsi que celui du poulet. En effet, une virée dans les marchés de la capitale est suffisante pour constater une rareté des produits agricoles, mais surtout l'augmentation des prix des produits alimentaires. A titre d'exemple, depuis le deuxième jour de l'Aïd, la pomme de terre est proposée entre 60 et 75 DA le kilo, la tomate qui est un fruit de saison est proposée à 75 DA, les poivrons à 100 DA le kilo, les carottes oscillent entre 85 et 100 DA le kilo. La courgette est cédée entre 90 et 120 DA le kilo, l'oignon à 45 DA. Du côté des fruits, c'est aussi la flambée, puisqu'ils sont tous affichés à plus de 250 DA le kilo. Cependant, la hausse est plus palpable au rayon des viandes. En effet, le poulet est affiché entre 800 DA le kilo et 1 100 DA chez certains. Une augmentation flagrante alors qu'il était vendu, quelques jours avant l'Aïd, à 300 DA le kilo. Selon la dernière note de conjoncture de l'Observatoire des filières avicoles algériennes, «des tendances à la hausse des prix du poulet de chair aux différents stades, de la production jusqu'au prix de détail, ont été constatées durant le deuxième trimestre 2021. Ainsi, il a été



enregistré une augmentation de l'ordre de 21 % au niveau de la production, 19 % au niveau de l'abattage et 16 % au niveau du détail par rapport au premier trimestre 2021. A l'inverse, pour l'œuf de consommation, des tendances des prix à la baisse ont été enregistrées, une diminution de 7 % et 6 %, respectivement au stade de la production et du détail». En comparaison annuelle, il a été enregistré un accroissement des prix plus accentué aux divers stades de la production avec respectivement une hausse de 31 % au niveau de la production, 27 % au niveau de l'abattage et 24 % pour le détail. Pour l'œuf de consommation, nous relevons des tendances à la baisse, une diminution des

prix a été enregistrée au niveau de la production et une stabilité au niveau des prix au détail. Comme constaté, la hausse des prix est due principalement à une baisse de la disponibilité du poulet au niveau des bâtiments d'élevage et une diminution importante de l'offre du poulet sur les marchés durant cette période (loi de l'offre et la demande). Ce qui explique une baisse sensible des mises en place en prévision du mois de ramadhan et une hausse des prix des intrants alimentaires et biologiques qui a découragé les petits éleveurs à se rétracter. Les prix du poulet de chair sortie abattoirs/tueries ont enregistré, eux aussi, des hausses durant ce deuxième trimestre 2021.

Ainsi, l'Observatoire relève dans sa note de conjoncture un maintien des prix durant cette période à des niveaux importants, des prix dépassant les 300 DA le kilogramme pour les poulets «vidés» dans différentes wilayas du pays. Il y a lieu de signaler que la majorité des petits éleveurs (2 000 à 4 000 sujets), exerçant la plupart au niveau des serres avicoles et qui travaillent le plus souvent de manière informelle, préfèrent plutôt les abattages au niveau des tueries agréées ou non agréées plutôt que les abattoirs. Malheureusement, ces tueries existent toujours et beaucoup ne répondent toujours pas aux normes de salubrité et d'hygiène.

T. K.

Lamamra a été reçu par les présidents d'Ethiopie et de Tunisie

Afrique : redéploiement de la diplomatie algérienne

Alors que le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi, a entamé, hier, une visite officielle de deux jours en Algérie, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, effectue un périple en Afrique. Plusieurs pays sont au programme de sa visite, avec l'objectif de participer au règle-

ment pacifique des différends et œuvrer à trouver des solutions en assurant une médiation entre les différents belligérants. L'Algérie qui s'est tournée résolument vers l'Afrique, son prolongement naturel, est en train de se redéploiement aussi bien sur le plan diplomatique qu'économique. Hier, Ramtane Lamamra a été reçu à Addis Abeba par la présidente de la république

d'Ethiopie, Sahle-Work Zewde, à qui il a remis un message du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. «J'ai été honoré, ce jour, de rencontrer la présidente de la République d'Ethiopie, Sahle-Work Zewde, à qui j'ai transmis les salutations fraternelles du président de la République et la teneur du message dont il m'a chargé», a écrit M. Lamamra sur son compte

Twitter. «Lors de cet entretien, nous avons abordé plusieurs questions liées aux relations stratégiques entre l'Algérie et l'Ethiopie, la situation de la paix et de la sécurité dans notre continent ainsi que les perspectives de renforcement du partenariat arabo-africain», a-t-il ajouté. Le choix d'Addis Abeba est loin d'être fortuit et renseigne sur le souci de l'Algérie à veiller au règne de la paix et de la sécurité à travers le continent. La diplomatie algérienne compte ainsi aider à trouver une solution à la crise opposant l'Ethiopie, le Soudan et l'Egypte à cause du barrage de la Renaissance et ses conséquences sur la distribution de l'eau du Nil. D'ailleurs, on apprend que les prochaines destinations de Ramtane Lamamra sont bien Khartoum et Le Caire, les deux autres belligérants de ce dossier épineux.

Mardi, le ministre des Affaires étrangères a été reçu par le Président tunisien Kais Saïed, alors que le pays traverse une

LA QUESTION DU JOUR

La Tunisie à la veille d'une opération mains propres d'envergure ?

Suite de la page une

Mais comme il est impossible à un observateur extérieur de faire injure à un spécialiste du droit constitutionnel qu'est le président tunisien de croire en l'occurrence qu'il s'est aussi lourdement mépris sur un point pourtant aussi clairement formulé, force sera de commencer par supposer le contraire, c'est-à-dire que sa lecture est nécessairement bonne, sinon la seule bonne, même si elle n'est pas évidente, et qu'il faille pour cela l'élucider. En fait, tout s'explique beaucoup mieux pour peu qu'on admette que du moment que les mesures prises par lui sont nécessairement destinées à contrecarrer un péril imminent, par là même elles disent en quoi consiste ce dernier. Le Président Saïed a suspendu le Parlement et renvoyé le gouvernement pour la simple et bonne raison que ce sont eux qui ensemble étaient en train de mettre en péril la stabilité politique, économique et sanitaire de la Tunisie. Il lui était impossible de les associer à la solution alors que de son point de vue ils représentent le problème justement. Or, il n'a pas fait que geler le Parlement, il a également levé l'immunité des députés, et interdit à des gens de plusieurs bords de quitter le territoire national. Ce qui laisse présager bien des mises en examen, et par suite bien des procès, dans une série qui ne serait pas sans rappeler celle qui n'a pas encore fini de dérouler ses péripéties en Algérie. Tout indique qu'une opération mains propres d'envergure se prépare en Tunisie. Les événements se conjuguent mieux sous cet éclairage. Les fermetures et arrêts imposés pendant plusieurs heures à des administrations, à des ministères, les remplacements opérés en urgence à leur tête, se laissent facilement interprétés comme autant de mesures prises en vue de sauvegarder des traces écrites utiles à des investigations soit déjà lancées, soit sur le point de l'être. Le monsieur-tout-le-monde tunisien, lui en tout cas, en est convaincu. Il s'attend à des arrestations et à des procès. Il est déjà dans le coup d'après, dans une actualité judiciaire à rebondissement. C'est d'ailleurs ce qui explique le calme dont il fait preuve, comme son ignorance des appels à manifester contre le «coup d'Etat» faits par Ennahdha, par ses satellites, ses instruments et ses alliés. Mais déjà Kalb Tounès, la pièce sans laquelle rien n'aurait été possible pour elle, tourne casaque, ne trouvant désormais que du bon dans l'acte d'autorité du président.

M. H.

grave crise politique. Lamamra, au terme de l'audience, a indiqué avoir discuté avec le président tunisien de plusieurs questions internationales et défis de l'heure.

Aomar Fekrache

Le Président Tebboune reçoit le président du Conseil présidentiel libyen en audience solennelle

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu mercredi au siège de la Présidence de la République, le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi en audience solennelle. Le Président Tebboune a eu des entretiens avec le président du Conseil présidentiel libyen, élargis par la suite aux membres des délégations des deux pays. Le président du Conseil présidentiel libyen était arrivé ce matin à Alger pour une visite officielle de deux jours. Il a été reçu à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene par le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane. M. Mohamed Younes El-Menfi s'était dirigé par la suite au sanctuaire du martyr à Alger où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et récité la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des martyrs.

Il a également visité le Musée national du moudjahid où il a reçu des explications sur les différentes étapes de l'Histoire de l'Algérie, avant de signer le registre d'or de l'établissement. La visite du responsable libyen s'inscrit dans le cadre de la «poursuite de la coopération et en confirmation de la solidarité des relations de fraternité entre les deux peuples frères».

R. N.

Décès de la moudjahida Meriem Belmihoub Zerdani

L'hommage du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances à la famille et proches de la défunte moudjahida Meriem Belmihoub Zerdani, décédée mardi.

Par Safy T.

«**N**ous avons appris avec une profonde affliction la triste nouvelle de la disparition de la moudjahida Meriem Belmihoub Zerdani», a écrit le Président dans son message, ajoutant : «Nous compatissons à la douloureuse perte de la moudjahida, avocate et activiste, mais également compagne des radieuses chahidate et vaillantes moudjahidate, ayant voué sa jeunesse pour la patrie».

Dès son jeune âge, lit-on dans le message, «le nom de la défunte a été inscrit au registre des combattantes et moudjahidate de la Glorieuse révolution, réalisant un parcours imprégné de courage, de sacrifice et de patriotisme».

Et de poursuivre : «Demeurant fidèle aux principes et idéaux ancrés en sa personne car appris à l'école des héros et au sein même de sa cellule dans la prison coloniale, notre sœur était connue pour son engagement patriotique et son attachement au Message des chouhada».

La regrettée, a écrit le Président, «a continué à faire don de soi avec abnégation à la tête des postes de responsabilité qu'elle a eus à occuper, élue au sein de l'Assemblée constituante

en 1962, puis ministre et membre du Conseil de la nation. Elle a également mené, paix à son âme, ses activités dans son domaine de compétence juridique avec autant de conviction, de probité et de haut sens du nationalisme».

«Nous voilà, aujourd'hui, adresser un dernier adieu à la défunte avec toute la considération que méritent les moudjahidate, nous nous remémorons ainsi fièrement l'honneur et la gloire de ses sœurs chahidate et moudjahidate», lit-on dans le message du président de la République. «En cette douloureuse occasion, je présente aux membres de la famille de la défunte, paix à son âme, ainsi qu'à ses frères et sœurs parmi les moudjahidine, longue vie à eux, mes sincères condoléances et ma profonde empathie, priant le Tout-Puissant de vous accorder patience et réconfort, et d'accueillir la regrettée en Son vaste paradis», a conclu le président de la République son message de condoléances.

Le ministre des Moudjahidine : l'Algérie a perdu l'une de ses grandes militantes

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, a affirmé que l'Algérie a perdu

avec le décès de la moudjahida et ancienne ministre et membre du Conseil de la nation, Meriem Belmihoub Zerdani, «l'une des grandes militantes et hauts cadres de la Nation».

«Mes sincères condoléances et toute ma compassion suite à la disparition de l'une des "Belles de l'Algérie", combattante, militante, un haut cadre compétent et l'une des premières avocates arabes au service de la défense courageuse et dévouée des questions de leur nation», a écrit M. Rebiga dans un message de condoléances adressé à la famille de la défunte et à ses compagnons d'armes, priant Dieu Tout-Puissant d'accorder à la défunte Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en son vaste paradis et d'assister les siens.

Par ailleurs, le Conseil national des droits de l'Homme a appris avec une profonde tristesse et une grande affliction la nouvelle de la disparition de la moudjahida Meriem Belmihoub Zerdani, «une nationaliste jusqu'à la moelle», rappelant qu'elle avait rejoint les rangs du Front de libération nationale alors qu'elle avait à peine 17 ans.

Née le 1^{er} avril 1935 à Alger, au sein d'une famille empreinte de hautes valeurs et de nobles principes, la regrettée qui a vécu les affres du colonialisme dès son plus jeune âge, s'est initiée très



P.H.D. R.

tôt à la lutte nationale.

Elle rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale dans la Wilaya IV historique en 1955 pour participer efficacement, aux côtés d'autres militants du mouvement national, à l'organisation de la grève générale des étudiants le 19 mai 1956.

La défunte s'est pleinement

acquittée de son rôle d'infirmière sur les différents fronts de combat de l'ALN. Après son arrestation en 1957, elle est condamnée à 5 ans de prison. Une peine qu'elle a purgée à la prison de Serkadji et dans d'autres prisons françaises où elle a subi les pires injustices et sévices coloniaux jusqu'à l'indépendance.

S. T.

Lutte contre la criminalité et la contrebande

ANP : plusieurs opérations en une semaine

Des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire ont mené, durant la période allant du 19 au 27 juillet, de multiples opérations dans le cadre de la lutte contre la criminalité, la contrebande et l'émigration clandestine, témoignant ainsi de «l'engagement infaillible» des Forces armées à «préserver la quiétude et la sécurité dans le pays», indique un bilan opérationnel de l'ANP rendu public hier.

«Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'ANP ont mené, du 19 au 27 juillet 2021, de multiples opérations qui témoi-

gnent de l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «dans la dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions militaires (RM), 8 narcotrafiquants et saisi 273 kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc», relève le bilan, ajoutant que «31 autres narcotrafiquants

ont été arrêtés et 35 145 comprimés psychotropes saisis, dans diverses opérations exécutées à travers les différentes RM». Dans un autre contexte, «des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, 122 individus et saisi 7 véhicules, 66 groupes électrogènes, 22 marteaux-piqueurs, 85 sacs de mélange d'or brut et de pierres ainsi que des explosifs, outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite», note la même source, ajoutant que «3 fusils de chasse, 75 000 paquets de tabacs et 1 200 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes menées

à Ouargla, El Oued, Biskra et Djelfa».

En outre, le même bilan a fait état de «tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 2 543 litres qui ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras».

Par ailleurs, «les gardes-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 187 individus à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Mostaganem, Tlemcen, Chlef, Alger et Annaba, alors que 82 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à El Oued, Tlemcen, Tamanrasset, Souk Ahras, In Amenas et Tipaza», selon la même source.

Maya H.

Industries agroalimentaires

Zaghdar rencontre les responsables du Groupe «Agrodiv»

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a tenu une réunion avec les responsables du Groupe agro-industries «Agrodiv», pour examiner la situation de ce Groupe public, de ses projets et de ses perspectives d'avenir, indique, mardi, un communiqué du ministère.

Tenue lundi soir au siège du ministère, la réunion a été l'occasion de passer en revue les problèmes auxquels est confronté le Groupe, notamment les créances et la concurrence qui affectent les équi-

libres de ses filiales. Intervenant au terme des explications fournies, le ministre a donné un nombre de directives visant à optimiser l'efficacité du Groupe Agrodiv et lui permettre d'augmenter sa part de marché, investir les marchés des pays voisins, et recouvrer, partant, sa place de «leader» des industries agroalimentaires en Algérie. Il a relevé, à cet égard, l'importance de diversifier l'activité et les produits, de maîtriser davantage les prix et la qualité afin de faire face à la concurrence «féroce» dans cette

branche. Il s'agit aussi de développer une vision prospective et stratégique pour s'adapter aux changements et aux développements continus survenant dans le domaine de l'industrie agroalimentaire.

M. Zaghdar a également invité les responsables d'Agrodiv à explorer les opportunités de partenariat avec d'autres Groupes (en sus des partenariats avec Tonic, Gitex et Ferrovial) et les universités, ainsi qu'avec des particuliers actifs dans cette filière, pour doubler les capacités de pro-

duction, atteindre une meilleure rentabilité économique et créer de la richesse et des emplois.

Le ministre s'est engagé, à cette occasion, à prendre en charge les préoccupations et les problèmes soulevés, en coordination avec les départements ministériels concernés, affirme la même source.

Le Groupe «Agrodiv» compte six filiales spécialisées dans la transformation des céréales, avec une capacité de production de 51 400 quintaux par jour de blé dur et 60 500 quintaux par jour de blé tendre.

Le Groupe emploie plus de 6 000 travailleurs, selon le document.

Le ministère a également souligné «le rôle social important que joue le Groupe dans l'approvisionnement en denrées alimentaires de large consommation, notamment en temps de crise au détriment de ses bénéfices financiers et de sa situation économique, comme ce fut le cas au début de la crise sanitaire due à la pandémie de coronavirus».

Hania D.

Environnement

Signature d'une convention-cadre entre la Sonatrach et le CNTPP

■ La Compagnie nationale des hydrocarbures (Sonatrach) et le Centre national des technologies de production plus propre (CNTPP) ont signé, mardi à Alger, une convention-cadre de coopération visant à consolider leurs efforts en matière de management de l'environnement et des technologies propres.



Par Salem K.

Cette convention-cadre a été paraphée au siège de la direction générale de Sonatrach par le directeur central HSE (Santé, Sécurité et Environnement) de la compagnie, Abdelkrim Ouamer, et le DG du CNTPP, Abdelkader Fergui, en présence des cadres

des deux entités.

Étalée sur trois ans, la convention-cadre prévoit trois axes de partenariat entre les deux parties, à savoir : la formation et le renforcement des compétences, la gestion des déchets spéciaux et dangereux, ainsi que l'assistance et l'accompagnement techniques.

Elle permettra, ainsi, de renforcer la coopération entre le

secteur de l'Énergie et des Mines et celui de l'Environnement, en matière de protection de l'environnement et la préservation des richesses.

Intervenant à l'occasion, M. Ouamer a affirmé que cette convention-cadre s'inscrit dans le prolongement de la nouvelle politique HSE de Sonatrach, signée par son P-DG en mars dernier, faisant de la dimension

environnementale une « priorité » pour l'entreprise.

Elle est également « en droite ligne avec les objectifs environnementaux de l'entreprise pour la période 2022-2026 », a-t-il précisé.

Ce partenariat, explique-t-il, vise le renforcement des capacités des cadres de la compagnie chargés du suivi, du reporting et de la vérification des aspects environnementaux au niveau des sites, ainsi que l'accompagnement de la Sonatrach pour l'amélioration de ses performances environnementales.

Elle permettra, en outre, à Sonatrach de valoriser les efforts qu'elle fournit dans le domaine de la protection de l'environnement et de créer une passerelle avec les institutions internationales grâce au statut de « point focal » du CNTPP avec ces institutions, faisant de ce partenariat « gagnant-gagnant », a estimé M. Ouamer.

Pour sa part, M. Fergui a indiqué que le CNTPP, en sa qualité de Centre régional pour la convention de Stockholm, « pourrait dupliquer cette expérience dans les pays de la

région », ainsi que « tirer profit de l'expérience de Sonatrach en matière de protection de l'environnement ».

Précisant que plus de 200 cadres de la Sonatrach devraient bénéficier d'un renforcement de capacité, à travers des ateliers thématiques liés à chaque branche d'activité et à chaque unité du groupe, le responsable a révélé que l'entreprise bénéficiera également, dans le cadre de la convention de Stockholm, d'une opération pilote d'élimination des déchets, selon des standards internationaux. La convention-cadre, venant en application des instructions de la ministre de l'Environnement visant à accompagner les entreprises industrielles, selon M. Fergui, permettra aussi d'établir un manuel propre à la Sonatrach en matière de management de l'environnement. Elle permettra aussi de mettre en valeur les efforts consentis par la Sonatrach pour

« régler les problèmes environnementaux et faire face aux défis de l'heure liés aux changements climatiques », a-t-il insisté.

S. K.

Assurances

La CAAT réalise un bénéfice net de 2,8 milliards DA

Le résultat bénéficiaire net réalisé par la Compagnie algérienne des assurances (Caat) en 2020 s'élève à 2,8 milliards de dinars (DA), soit une progression de 10 %, a indiqué, mardi, un communiqué de la compagnie.

Quant au chiffre d'affaire, en 2020, il s'est élevé à 24,750 milliards de dinars, permettant de dégager « une légère croissance en dépit de la difficile conjoncture marquée par les effets de la pandémie », a précisé la même source.

Ainsi, l'Assemblée générale (AG) ordinaire de la Compagnie, réunie le 28 juin dernier, sous la présidence du ministre des Finances, a « pris note de la certification des comptes, des résultats positifs enregistrés par l'Entreprise et a adopté les comptes sociaux au titre de l'exercice 2020 », souligne le document.

En matière de gestion des sinistres, explique la Caat, les indemnisations ont atteint un montant de 11,05 milliards de dinars, représentant la liquidation de plus de 152 000 dossiers, toutes

branches confondues, entraînant ainsi une réduction « appréciable » des affaires en instance. Au plan financier, les principaux indicateurs présentent aussi « une amélioration » par rapport à l'exercice précédent, notamment les capitaux propres qui s'élèvent à 27,4 milliards de dinars et les placements financiers qui sont de l'ordre de 36,7 milliards de dinars. A cet effet, l'ensemble de ces réalisations découle de la stratégie mise en œuvre, dont les axes majeurs s'articulent autour de

« l'amélioration de la qualité de la prestation, l'innovation technico-commerciale, l'extension du réseau de distribution et la poursuite de la digitalisation », estime la Compagnie. Dans cette conjoncture particulière, la mobilisation du personnel, la contribution du partenaire social et les orientations des organes sociaux ont constitué également des « facteurs déterminants dans la consolidation des fondamentaux de l'entreprise », note le communiqué.

Ouali H.

Marchés /New York

Wall Street finit en baisse, lestée par des prises de bénéfices

La Bourse de New York a terminé en baisse mardi, entraînée dans le rouge par des prises de bénéfices, avant la fin de la réunion de la Banque centrale américaine (Fed) hier.

Le Dow Jones a terminé en repli de 0,24 % à 35 058,52 points, le Nasdaq de 1,21 % à 14 660,57 points et l'indice élargi S&P 500 de 0,47 % à 4 401,46 points.

Les trois indices avaient terminé lundi soir sur de nouveaux records.

« Aujourd'hui, on prend ses bénéfices après un gros parcours à la hausse, depuis le décrochage marqué du lundi 19 juillet », a expliqué Patrick O'Hare, de Briefing.com.

Autre élément de nature à freiner les indices, pour Angelos Kourkafas, de la société Edward Jones, les investisseurs « sont troublés par les mesures énergétiques prises en Chine contre des géants de la tech », qui ont fait chuter les Bourses de

Shanghai et Hong Kong.

Par ailleurs, à Wall Street, beaucoup ont aussi observé le manque de soutien mardi à des valeurs qui avaient publié ces dernières heures des résultats supérieurs aux attentes, comme Tesla ou UPS.

Bien qu'ayant fait mieux qu'attendu et dégagé, pour la première fois, plus d'un milliard de dollars de bénéfices sur un trimestre (1,14 milliard), le fabricant de véhicules électriques a cédé mardi 1,95 % à 644,78 dollars.

Le groupe de messagerie UPS a lui franchement décroché, abandonnant 6,99 % à 195,19 dollars. Plutôt que le chiffre d'affaires et le bénéfice supérieurs aux anticipations, les investisseurs ont retenu les commentaires prudents des dirigeants et des revenus moins bons que prévu sur le marché américain.

Selon Patrick O'Hare, les opérateurs envisagent ainsi la possibilité que les

géants de la tech, dont Apple, Alphabet (Google) et Microsoft, qui publiaient mardi après Bourse et ont une importance majeure dans les indices, ne soient victimes du même phénomène.

« La barre est clairement haute », a reconnu Angelos Kourkafas quant aux attentes vis-à-vis des poids lourds du secteur technologique et d'internet.

Outre ces publications, Wall Street attendait avec impatience la communication de la Fed hier et la conférence de presse de son président, Jerome Powell.

« Le marché pense qu'avec l'augmentation (des cas de) variant Delta (du coronavirus), la Fed va continuer à parler d'attendre et d'observer », a expliqué Patrick O'Hare.

Au plan des valeurs, la séance a une nouvelle fois été morose pour les entreprises chinoises cotées à Wall Street.

Le géant du commerce en ligne

Alibaba a lâché 2,97 % à 186,07 dollars, la plateforme de mise en relation des producteurs agroalimentaires et des consommateurs Pinduoduo 10,35 % à 79,53 dollars et Tencent Music 4,78 % à 9,96 dollars.

Quant au groupe diversifié General Electric (GE), il a lui profité (+1,24 % à 13,08 dollars) de résultats trimestriels supérieurs aux attentes accompagné d'un relèvement partiel de ses prévisions.

GE reste en perte (1,2 milliard de dollars), mais a vu son chiffre d'affaires et ses marges progresser, tandis qu'il dégageait de nouveau un flux de liquidités disponibles positif.

Le groupe industriel Raytheon a relevé mardi ses prévisions de bénéfice et de chiffre d'affaires annuels, annonce qui a bénéficié au titre, en hausse de 2,64 % à 88,22 dollars.

H. Y.

Aya, Bouchra et Gaya...le trio de tête au Bac 2021

■ Aya, Bouchra et Gaya, les bacheliers ayant décroché les trois premières places au niveau national au baccalauréat session 2021, se sont distingués grâce à leur volonté et détermination en dépit de la situation sanitaire difficile induite par la propagation du Covid-19.

Par Yanis H.

Arrivée première au niveau national avec une moyenne de 19,24 en Génie des procédés, Aya Wissal Chahinez Chouaib, scolarisée au lycée Hama-Laid à Hassi Messaoud (Ourgla), a affirmé avoir réalisé cette performance grâce à «la volonté, la détermination et la discipline» dont elle a toujours fait preuve, mais aussi avec le soutien de ses parents tout au long de son parcours scolaire, notamment au Bac.

Dans une déclaration à l'APS, au terme de la cérémonie de distinction donnée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au Palais du peuple à Alger, en l'honneur des brillants lauréats, Aya a notamment insisté sur l'importance de l'organisation, précisant «avoir mis à profit la situation pandémique pour mieux réviser toutes les matières».

Aya qui rêve de poursuivre des études en mathématiques ou en intelligence artificielle, «s'est dit très honorée de la médaille décernée par le prési-

El Tarf/Pour éviter la propagation du coronavirus Fermeture des 15 plages ouvertes à la baignade

Les 15 plages où la baignade a été autorisée dans la wilaya d'El Tarf et espaces récréatifs et de loisirs ont été fermés, mardi, sur décision de la commission sécuritaire de wilaya chargée de la lutte et la prévention contre la pandémie de coronavirus, a-t-on indiqué dans un communiqué de la wilaya.

Destinée à préserver la santé publique, cette décision a été prise par le wali, Harfouche Benarar, lors d'une réunion consacrée à l'évaluation de la crise sanitaire dans cette wilaya où le nombre de cas contaminés est en hausse depuis quelques jours.

Pas moins de 67 cas de contamination au virus sont traités au niveau des structures sanitaires d'El Tarf où 9 décès ont été déplorés durant la semaine dernière, selon le même communiqué publié sur la page officielle de la wilaya.

Aussitôt avisés, les services de sécurité ont mis en exécution cette mesure au niveau des plages où les baigneurs ont été priés de quitter immédiatement les lieux, selon les déclarations de certains vacanciers dont le nombre est allé crescendo depuis l'annonce de la fermeture des plages.

R. S.



dent de la République».

Deuxième au niveau national avec une moyenne de 19,24 en Math technique, Bouchra Beboune, scolarisée au Lycée Ibn-Badis de M'sila, a affirmé que sa réussite est le fruit de son «assiduité et persévérance», tout au long de son parcours scolaire.

Après avoir exprimé sa joie et son bonheur de cette distinction, Bouchra, qui rêve de poursuivre des études à l'étranger dans le domaine de l'informatique, a tenu à rendre hommage

à ses parents pour leur soutien et accompagnement.

Son conseil aux futurs candidats au baccalauréat, «le travail sérieux, la persévérance et la confiance à soi».

De son côté, le détenteur de la 3^e meilleure moyenne à l'échelle nationale (19,22), Lahouazi Gaya, originaire d'Azazga (Tizi Ouzou), a déclaré que cette distinction «restera toute sa vie gravée dans son esprit et sera un leitmotiv pour davantage de réussite à l'avenir». Fier de son nationalisme,

Gaya assure qu'il «investira dans sa réussite au profit de l'Algérie», même s'il n'a pas encore décidé de la spécialité à suivre à l'université.

Pour Gaya, son brillant succès il le doit à ses parents, «tous jours présents à mes côtés, les mots ne suffiront jamais pas pour les remercier».

Dans la catégorie des personnes à besoins spécifiques, c'est la lauréate Benahmed Bouchra (17 ans) qui s'est illustrée avec la moyenne de 15,41 dans la filière des Sciences

expérimentales, mention bien, en dépit des difficultés auxquelles elle était confrontée en raison de ses conditions sanitaires difficiles.

Elève du lycée Abdelkrim-Benaïssa dans la wilaya de Tlemcen, Bouchra, sur chaise roulante, a affirmé, elle aussi, que sa réussite est due à la volonté de fer dont elle se faire montre, en dépit des conditions de handicap et de la situation sanitaire difficile induite par la pandémie de coronavirus.

Y. H.

Oran/Infraction aux mesures de confinement sanitaire

Mise en fourrière de 11 véhicules et 10 motocycles

Les services de la police d'Oran ont opéré la saisie de 11 véhicules et 10 motocycles lundi soir, pour infraction au protocole sanitaire de prévention contre le Covid-19, a-t-on appris, mardi, auprès de la sûreté de wilaya. Les véhicules et les motocycles ont été mis en fourrière. Leurs propriétaires et les accompagnateurs ont été verbalisés et sont passibles d'amendes, selon la même source, qui a souligné que l'action des policiers sur le terrain se poursuit dans le cadre de l'intervention préventive et répressive pour veiller au respect des horaires de confinement sanitaire. Les mêmes services ont enregistré, au premier jour du confinement partiel, un répondant favorable de la part des citoyens à travers la wilaya, motivé par une prise de conscience de la dangerosité de cette pandémie. Dans ce contexte, les services de la sûreté de wilaya d'Oran ont élaboré un programme spécial dont les principaux axes portent sur l'activation de la sensibilisation en direction des citoyens de

différentes catégories et tranches d'âge et le contrôle de l'application des mesures préventives dans les magasins et les centres commerciaux. Pour rappel, les services de la police d'Oran ont mené, depuis l'apparition de la pandémie, plusieurs campagnes de sensibilisation destinées aux commerçants, transporteurs, chauffeurs de taxi et motocyclistes, sur la nécessité du respect des mesures préventives pour lutter contre la propagation du Covid-19.

Fermeture de deux hôtels pour infraction au protocole sanitaire préventif

Deux établissements hôteliers ont été récemment fermés à Oran pour défaut de permis d'exploitation et infraction au protocole sanitaire de prévention contre la propagation du coronavirus, a-t-on appris, mardi, auprès de la Direction du tourisme, de l'artisanat et du travail familial de la wilaya.

Durant ces deux dernières

semaines, il a été procédé à la fermeture de deux établissements hôteliers, l'un dans la ville d'Oran, l'autre dans la commune côtière de Bousfer, à la fois pour défaut de permis d'exploitation et infraction au protocole sanitaire de prévention contre le coronavirus, a indiqué, à l'APS, le chef de service chargé du suivi et du contrôle des activités touristiques au niveau de la Direction du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, Mourad Boudjenane. Les deux hôtels ne pourront exercer leurs activités qu'après avoir réglé leur situation vis-à-vis de l'administration en déposant un dossier administratif dûment établi en application des textes de loi en vigueur en la matière, de même qu'il est fait obligation pour ces établissements de respecter strictement le protocole sanitaire de prévention après avoir parachevé les procédures administratives, a expliqué M. Boudjenane. Selon la même source, cette décision intervient suite à une opération d'inspection menée par

la commission mixte regroupant les représentants des secteurs du Tourisme, de la Santé, de l'Habitat, du Commerce et de la Protection civile, pour s'enquérir d'un nombre de conditions liées à l'exercice de cette activité, à savoir l'autorisation d'exploitation, la qualification, l'hygiène et la sécurité, de même que le respect du protocole sanitaire au niveau des établissements hôteliers et le contrôle de la qualité des prestations offertes aux clients durant la saison estivale.

Entamée le 21 juin dernier, l'opération d'inspection a touché pas moins de 45 établissements hôteliers de la wilaya, en majorité se trouvant sur la bande du littoral. Les visites d'inspection se sont arrêtées pour une semaine et devront reprendre prochainement pour toucher le restant des hôtels au nombre de 181, toutes catégories et étoiles confondues, dans la wilaya d'Oran, a-t-on ajouté de même source.

Amar F.

Inauguration d'une stèle

Hommage en Hongrie au philosophe algérien amazigh Apulée

■ Un bel hommage est rendu en Hongrie au philosophe algérien amazigh Lucius Apuleius, dit Apulée (Afulay). Il s'agit d'une stèle représentant le savant algérien qui a été inaugurée mardi, en présence de l'ambassadeur algérien auprès de la Hongrie, Ali Mokrani.



Par Abla Selles

L'inauguration de la stèle, intervenue dans le cadre de la célébration du patrimoine romain en Hongrie, se veut une reconnaissance de la valeur de cette personnalité culturelle universelle native de Souk Ahras.

Dans une allocution, à cette occasion, le diplomate algérien a salué en l'hommage rendu à Lucius Apuleius «un gage et un symbole de reconnaissance de la valeur de cet auteur dans la littérature hongroise», relevant «la place de ce grand homme pour les générations futures et son rôle prépondérant en tant que personnalité culturelle universelle dans la consolidation des liens d'amitié entre les deux peuples, algérien et hongrois».

Rappelant la célébration, maintes fois en Algérie, de cet écrivain de légende, qui a passé

une partie de sa vie en Hongrie, M. Mokrani a cité le prix Afulay (Apulée en tamazight), initié en 2004 par la Bibliothèque nationale, pour encourager la production romanesque dans les langues amazighe, arabe et française.

Le diplomate algérien a évoqué, dans le même cadre, l'organisation, en 2015, par le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), d'un colloque international sur l'œuvre d'Apulée, auquel ont pris part des chercheurs des Etats-Unis, d'Italie, de France, de Tunisie et du Maroc, en plus de chercheurs algériens. Les participants au colloque ont été unanimes à affirmer que Lucius Apuleius, né vers 125 à Madaure (M'daourouch) dans la wilaya de Souk Ahras, est «une figure marquante de la culture méditerranéenne et du patrimoine mondial immatériel».

Il est à noter que Lucius

Apuleius dit Apulée est un écrivain, orateur et philosophe médio-platonicien. Sa renommée vient de son chef-d'œuvre, le roman latin «*Métamorphoses*», également connu sous le nom de «*L'Âne d'or*». Le récit d'Amour et Psyché introduit dans le roman fascine les lecteurs depuis la Renaissance. Sa matière mythologique, la relation d'amour entre le dieu Éros (Cupidon) et la princesse Psyché fournit des thèmes à de nombreux poètes, écrivains, peintres, sculpteurs, compositeurs et chorégraphes. Outre les spécialistes du Moyen Âge, et les théoriciens de la littérature, des psychanalystes ont participé à l'étude et à l'analyse du récit.

Apulée a aussi écrit des poèmes et publié des discussions sur divers thèmes, en particulier philosophiques, ainsi que des discours.

A. S.

Coopération algéro-américaine

Projet de restauration d'une mosaïque romaine à Alger

Un projet de coopération algéro-américaine a été lancé, lundi dernier à Alger, pour la restauration de la mosaïque romaine du Musée national des antiquités et des arts islamiques qui remonte au cinquième siècle après J.C. Le coup d'envoi du projet a été donné par le ministre de la Culture et des arts, Wafa Chaalal et le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires du Proche-Orient, Joey Hood, en visite en Algérie, en présence de plusieurs cadres du ministère et de conservateurs du patrimoine. Ce projet qui «permettra de former une groupe de conservateurs et de spécialistes algériens, en les associant à l'opération de restauration», s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs du mémorandum d'entente signé en 2019 entre les deux pays visant à restreindre l'importation des biens culturels de l'Algérie vers

les Etats-Unis (...), conformément à la convention de l'Unesco signée en 1970, relative aux mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation et le transfert illicites des biens culturels, a précisé M^{me} Chaalal.

Le projet traduit également la volonté des deux parties de coordonner dans le cadre de la coopération culturelle et de l'échange d'informations sur la protection des biens culturels de nos deux pays, a-t-elle ajouté. Elle dit avoir convenu avec M. Hood de réaliser plusieurs projets de coopération, dont un programme pour la sécurisation des sites culturels algériens et la protection du patrimoine culturel, en collaboration avec l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés qui prévoit l'organisation d'un séminaire et d'une session de formation, outre l'ac-

quisition du matériel de sécurisation des sites classés patrimoine mondial. Entre autres projets, figurent «l'élaboration d'une stratégie mondiale visant à dresser un inventaire, à archiver et à numériser les documents et collections des musées et des bibliothèques algériennes, en collaboration avec la bibliothèque numérique américaine du Moyen-Orient» ainsi que «la mise en œuvre d'un programme de recherches, d'études et de travaux de restauration du mausolée numide d'Imedghassen (Batna) sous les auspices du Fonds mondial pour les monuments».

La ministre a fait savoir que son département aspirait également à «tirer profit de l'expérience américaine» à travers l'organisation d'ateliers au profit des spécialistes et personnes en charge de la gestion des biens culturels en Algérie

et «à bénéficier d'une assistance technique américaine pour l'amélioration de notre système dans ce domaine». Pour sa part, le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires du Proche-Orient a précisé que des projets importants de préservation et de coopération ont été retenus, ajoutant que «le patrimoine algérien est un patrimoine mondial. Nous veillons à le préserver et à le partager avec le reste du monde». Soulignant que le gouvernement de son pays a l'honneur d'apporter son aide pour la restauration de ces mosaïques à dimension mondiale, il a précisé que «dans le cadre de ce projet, nos experts américains et nos partenaires italiens experts en mosaïques devront assurer une formation aux experts algériens sur les méthodes de restauration des mosaïques».

M. K.

Booker Prize

De belles plumes littéraires sélectionnées

Six romanciers déjà reconnus par le Booker prize, dont des poids lourds de la littérature comme Kazuo Ishiguro, figurent de nouveau cette année dans la sélection de ce prestigieux prix britannique, ont annoncé, mardi, ses organisateurs, au détriment de nouvelles plumes. L'auteur britannique d'origine japonaise, Kazuo Ishiguro, 66 ans, peut ainsi s'enorgueillir de sa cinquième sélection à ce prix littéraire créé en 1969, auquel peuvent concourir des auteurs de toutes nationalités pourvu qu'ils écrivent en anglais. Kazuo Ishiguro, auteur britannique d'origine japo-

naise, est sélectionné pour la cinquième fois à ce prix littéraire.

Seul deux primo romanciers

Il l'avait déjà remporté en 1989 pour son roman «*Les Vestiges du jour*», mais avait aussi été retenu en 1896 («*Un artiste du monde flottant*»), en 2000 («*Quand nous étions orphelins*») et en 2005 («*Auprès de moi toujours*»). Celui dont la carrière a aussi été saluée par un Nobel de la littérature en 2017 est cette fois-ci sélectionné pour son huitième roman, «*Klara and the Sun*» (Klara et le soleil), «*une véritable*

vision innocente et sans ego sur le comportement étrange des humains obsédés et blessés par le pouvoir, le statut et la peur», ont estimé les membres du jury. Cinq autres romanciers déjà sélectionnés par le Booker Prize figurent de nouveau cette année sur la liste : Damon Galgut pour «*The Promise*» (La Promesse), Mary Lawson avec «*A Town called Solace*» (Une ville appelée Consolation), Richard Powers pour «*Bewilderment*» (Perplexité) et Sunjeev Sahota avec «*China Room*» (Chambre chinoise). Au total, treize œuvres ont été sélectionnées par un jury de cinq juges parmi 158 romans publiés

au Royaume-Uni ou en Irlande entre le 1^{er} octobre 2020 et le 30 septembre 2021. Six femmes figurent parmi les 13 noms retenus, et seulement deux primo romanciers, bien loin des huit nouvelles plumes sélectionnées lors de l'édition précédente.

Douglas Stuart récompensé l'année dernière

L'an dernier, le prix avait été attribué à l'Ecosse Douglas Stuart pour son premier roman «*Shuggie Bain*», qui se déroule dans une famille de la classe ouvrière à Glasgow, luttant contre l'alcoolisme et la pauvreté dans les années

1980. Cette année, «il est particulièrement significatif, en cette période de pandémie, de constater que tous ces livres ont des choses importantes à dire sur ce qu'est la communauté, qu'elle soit minuscule et isolée ou qu'elle s'étende à l'infini dans le cyberspace», a estimé Maya Jasanoff, présidente du jury. Elle a salué «un sentiment de connexion puissant avec les livres» en cette période de confinements répétés. Les noms des six finalistes seront annoncés le 14 septembre, avant la désignation du vainqueur le 3 novembre. A la clé, une récompense de 50 000 livres (environ 55 000 euros) et l'assurance d'une renommée internationale.

L. B.



Afghanistan

Washington met en garde les talibans, Pékin les reçoit

■ L'Afghanistan risque de devenir un «État paria» si les talibans reprennent le pouvoir par la force, ont mis en garde hier les États-Unis, tandis que leur grand rival chinois accueillait les rebelles afghans contre une promesse de ne pas servir de base arrière pour des attentats.

Par Mourad M.

Alors que les insurgés islamistes profitent du retrait des troupes de l'Otan pour effectuer une progression éclair à travers l'Afghanistan, le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a évoqué la situation lors d'une visite en Inde.

«Un Afghanistan qui ne respecterait pas les droits de son peuple, un Afghanistan qui commettrait des atrocités contre son propre peuple deviendrait un État paria», a averti Antony Blinken lors d'une conférence de presse à New Delhi.

L'Inde, fidèle soutien du gouvernement afghan, redoute qu'un retour au pouvoir des talibans n'offre un refuge à des groupes opposés à ses intérêts.

«Les talibans disent vouloir la reconnaissance internationale (...) Prendre le pouvoir par la force et violer les droits de leur peuple n'est pas la bonne manière d'y parvenir», a-t-il mis en garde.

Un avertissement lancé alors qu'une délégation des talibans s'est entretenue hier à Tianjin (nord de la Chine) avec le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi.

L'Afghanistan et la Chine ne

partagent que 76 km de frontière, mais la deuxième puissance mondiale s'inquiète des liens éventuels des talibans avec des séparatistes ouïghours, une ethnie musulmane présente au Xinjiang (nord-ouest de la Chine).

La délégation talibane, forte de neuf membres, était menée par le numéro deux des talibans, le mollah Abdul Ghani Baradar, chef de son «bureau politique», a indiqué à l'AFP un porte-parole des insurgés.

Les talibans «ont assuré à la Chine que le sol afghan ne serait pas utilisé contre la sécurité de quelque pays que ce soit», a déclaré Mohammad Naeem, lui-même membre de la délégation, dans un message à l'AFP à Kaboul.

La diplomatie chinoise a confirmé la rencontre, précisant que M. Wang avait demandé à ses interlocuteurs de «tracer une ligne rouge entre eux et toutes les organisations terroristes comme le Mouvement islamiste du Turkestan oriental (Mito)».

Cette organisation séparatiste ouïghour est considérée par l'ONU comme terroriste.

La Chine a mis en place depuis 2017 une politique sécuritaire à grande échelle au Xinjiang, après des attentats attribués par Pékin à des indépendantistes ouïghours.

M. Wang a profité de ses entretiens pour adresser une pique à Washington, estimant que «le départ précipité des troupes des États-Unis et de l'Otan illustre l'échec de la politique américaine en Afghanistan», selon des propos rapportés par son ministère.

«Les talibans sont une force politique et militaire cruciale en Afghanistan», a-t-il dit, exprimant



PH. > D. R.

l'espoir qu'ils «jouent un rôle important dans le processus de paix, de réconciliation et de reconstruction en Afghanistan».

Les talibans avaient déjà été reçus discrètement en septembre 2019 en Chine, pays qui cherche à sécuriser ses projets économiques – miniers ou des «Nouvelles routes de la soie» – avec l'Afghanistan.

À la différence de cette précédente invitation, la visite des talibans à Tianjin a été cette fois largement rendue publique, notamment par des images du chef de la diplomatie chinoise, visiblement crispé, en compagnie de ses hôtes barbus.

Sur place, les forces afghanes, qui n'ont offert jusqu'ici qu'une faible résistance, ne contrôlent plus pour l'essentiel, outre Kaboul, que les capitales provinciales et les principaux axes.

Le régime taliban (1996-2001), basé sur une interprétation ultrarigide des règles islamiques, a été renversé il y a presque 20 ans par une coalition internationale menée par les États-Unis, après son refus de livrer le chef d'Al-Qaïda,

Oussama ben Laden, dans la foulée des attentats du 11-Septembre.

Des pourparlers de paix entre les talibans et les autorités afghanes, ouverts en septembre à Doha, n'ont connu jusqu'ici aucune avancée.

Les talibans ont été récemment reçus en Iran, autre voisin de l'Afghanistan, et en Russie, acteur-clé dans la région. Ils multiplient les gages envers la communauté internationale en vue d'un éventuel retour au pouvoir. Hier, le président afghan, Ashraf Ghani, a affirmé que l'Afghanistan faisait face à «une invasion sans précédent (...) en termes d'échelle, d'étendue et de timing».

«Il ne s'agit plus des talibans du XX^e siècle, mais de la manifestation des liens entre des réseaux terroristes transnationaux et des organisations criminelles transnationales», a souligné le chef de l'État, appelant «la communauté internationale à réexaminer le discours des talibans sur leur volonté de soutenir une solution politique en Afghanistan».

M. M.



Commentaire

Mécontentement

Par Fouzia Mahmoudi

Les heurts se multiplient en Iran et visiblement le régime islamique semble inquiet de la tournure que prennent ces derniers jours les événements jusqu'à faire réagir le guide suprême d'Iran, Ali Khamenei, qui a exhorté cette semaine les manifestants protestant contre les pénuries d'eau dans le sud-ouest du pays à ne pas faire le jeu des «ennemis», après la mort d'au moins quatre personnes. Le 15 juillet, des manifestations ont en effet éclaté dans plusieurs villes de la province du Khouzestan, frappée depuis fin mars par la sécheresse, où au moins trois personnes ont été tuées, ont indiqué les médias locaux. Jeudi dernier, une quatrième personne a été tuée et deux autres ont été blessées lors d'«émeutes» dans la province voisine de Lorestan, déclenchées «sous prétexte des problèmes d'eau au Khouzestan», a rapporté Iribnews, le site internet de la télévision d'État. C'est la première fois que des médias locaux évoquent des manifestations ou des victimes hors du Khouzestan depuis le début des tensions dans cette province qui abrite les principaux gisements de pétrole iraniens. «Les gens ont exprimé leur mécontentement et en aucun cas nous ne pouvons le leur reprocher», a déclaré dans un communiqué publié sur son site internet, l'ayatollah Khamenei, reconnaissant que la question de l'eau était importante, «notamment avec le climat chaud du Khouzestan». Mais «l'ennemi cherche à tout utiliser contre la Révolution, le pays et les intérêts du peuple, il faut donc veiller à ne pas lui donner un prétexte», a-t-il lancé à l'adresse des habitants de la province, sans préciser de quel «ennemi» il s'agissait. D'après des médias et responsables iraniens, au moins trois personnes ont été tuées au Khouzestan, dont un policier et un manifestant, du fait d'«opportunistes et d'émeutiers» ayant tiré sur les manifestants et les forces de sécurité. Les médias iraniens n'ont pas précisé qui étaient les deux autres victimes. «Des tirs suspects ont été déclenchés par des éléments inconnus à Lorestan», a écrit Iribnews, ajoutant que «les forces de sécurité sont descendues dans la rue pour faire face aux émeutiers». Le site n'indique pas si les heurts ont opposé habitants et forces de l'ordre, mais affirme que la situation s'est «calmée». A l'étranger, la Haute-commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a accusé, dans un communiqué à Genève, les autorités iraniennes d'avoir violemment réprimé les manifestations contre les pénuries d'eau. Des groupes de défense des droits humains ont également accusé l'Iran d'un recours illégal à la force lors des manifestations, estimant que le bilan des victimes était plus élevé et dénonçant des restrictions imposées par les autorités sur l'accès à l'information. Amnesty International affirme avoir la confirmation de la mort d'au moins huit manifestants et passants, dont un adolescent tué dans la ville d'Izeh au Khouzestan, après que les autorités ont tiré à balles réelles sur les protestataires. Ces derniers jours, des médias émettant en persan depuis l'étranger ont fait état de manifestations réprimées par les forces de l'ordre, alors que les médias locaux ont dans un premier temps gardé le silence sur ces protestations. Ainsi, si le régime réagit face aux manifestations, ce n'est toutefois pas pour apporter des solutions aux problèmes auxquels est confrontée la population iranienne, surtout avec les lourdes sanctions américaines qui paralysent l'économie. Malgré tout, Téhéran continue de faire la fine bouche face à Washington et à attendre que les Américains tendent la main, alors que la population iranienne souffre chaque jour un peu plus de ses conditions de vie.

F. M.

Philippines

Les morts de la «Guerre contre la drogue» doivent laisser leur place

Spectacle déchirant dans ce cimetière de Manille où l'on retire de sa tombe les ossements de Rodzon Enriquez. Voilà cinq ans que le jeune homme est tombé sous les balles de la «guerre contre la drogue», et sa concession funéraire a expiré. «Je ne veux pas que l'on jette sa dépouille», explique à l'AFP Corazon Enriquez, sa mère âgée de 63 ans, alors que deux hommes portant masque et combinaison de protection emportent ce qui reste de son fils. Des associations estiment que des dizaines de milliers de personnes sont mortes après que le président philippin Rodrigo Duterte eut ordonné aux forces de sécurité de traquer drogués et dealers dans une campagne très

controversée qui a surtout visé la jeunesse. Beaucoup des morts ont été placés dans des tombes empilées en hauteur dans les cimetières bondés de la capitale, où une concession de cinq ans se facture environ 5 000 pesos (85 euros). Alors que ces baux de courte durée arrivent à expiration, une organisation caritative catholique aide les familles qui n'ont pas les moyens de payer pour le retrait des ossements de leurs proches, et qui souhaitent quand même pouvoir les incinérer et leur offrir un lieu de repos éternel. Le père Flavie Villanueva, une voix critique de Duterte, est très impliqué dans les exhumations. Il explique que des milliers de crématrices pourraient être nécessaires dans les prochaines

années du fait de l'expiration des concessions. Il espère que les cendres pourront être gardées ensuite dans des columbariums, afin de permettre aux défunts de reposer dans un endroit digne, et d'aider le travail de deuil des proches. «Perdre un proche, c'est déjà trop. Comment peut-on en plus accepter de perdre sa dépouille ?», interroge le prêtre qui collecte de l'argent pour venir en aide aux familles des morts. Pour certaines d'entre elles, il est déjà trop tard. Les ossements ont été retirés et jetés dans des sacs avec ceux d'autres défunts avant même l'expiration de la concession, explique le père Villanueva. «Ce sont des êtres humains», se désole-t-il. «Ils méritent mieux».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Aéroport international Houari-Boumediène

Covid-19 : Benbouzid inspecte les mesures préventives

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a inspecté, hier à l'aéroport international Houari-Boumediène à Alger, les mesures préventives prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), après l'annulation de l'obligation de confinement sanitaire de cinq jours dans les hôtels pour les voyageurs venus de l'étranger. «En application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'allègement des mesures en faveur des voyageurs affluant vers l'Algérie et suite à l'annulation de l'obligation de confinement sanitaire dans les hôtels appliquée initialement, des mesures ont été prises au niveau de l'aéroport international en tant que modèle, vu qu'il s'agit du plus important aéroport du pays», a affirmé le ministre. En vertu de ces mesures, «les voyageurs seront soumis aux tests antigéniques à leur arrivée à l'aéroport», a fait savoir le ministre, précisant que ce nouveau dispositif sanitaire sera appliqué «dès aujourd'hui (hier) à l'arrivée du premier vol à l'aéroport». Après avoir salué les efforts consentis par les services de la police, de la gendarmerie et de la Protection civile pour «l'aboutissement» de ces mesures et la garantie de la sécurité des voyageurs, le ministre a souligné que «la mobilisation de tous les secteurs et la solidarité des Algériens sont susceptibles d'améliorer cette mauvaise situation sanitaire et d'alléger la pression». Et de rappeler que l'Algérie disposait, selon lui, des moyens et compétences capables de relever le défi et de triompher de la pandémie. «Nous avons acquis des quantités importantes

de vaccins et de concentrateurs d'oxygène», a-t-il assuré. S'enquérant du déroulement de l'opération de vaccination des travailleurs et fonctionnaires de l'aéroport, P Benbouzid a rappelé «l'importance de la vaccination dont la cadence devra être accélérée pour toucher le plus grand nombre de citoyens, ce qui permettra, a-t-il dit, d'augmenter l'immunité».

Lors de cette visite, le ministre de la Santé a appelé la corporation des médias à «se joindre à l'effort national de lutte contre la pandémie Covid-19 en faisant barrière aux rumeurs qui tournent autour des campagnes de vaccination à travers des campagnes de sensibilisation intensives et la publication d'informations objectives et positives», soulignant que «la loi interdit la publication de rumeurs dans pareilles conjonctures». Pour sa part, le président directeur général (P-DG) de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires (Sgsia), Tahar Allache, a fait savoir que «tous les moyens matériels et humains ont été mis en place pour garantir la sécurité des voyageurs et le succès des mesures», ajoutant qu'entre autres mesures figure «la mise en place de caméras thermiques au niveau des points d'arrivée supervisées par des médecins de contrôle sanitaire aux frontières». «Des salles d'analyses ont été également mises en place d'une capacité de 70 voyageurs en 15 minutes, outre la prise de nombre de facilitations pour le versement des frais d'analyses, en monnaie nationale ou en devise (USD, Euro) ou à travers le e-paiement via les dispositifs mis en place par les banques nationales au profit des voyageurs», a-t-il poursuivi.

Younès H.

Téléphonie mobile

Mobilis en tête devant Djezy et Ooredoo au 1^{er} trimestre

L'opérateur de téléphonie mobile Mobilis demeure en tête, en termes d'abonnés aux réseaux GSM, 3G et 4G au 1^{er} trimestre de 2021, avec 19,2 millions d'abonnés, suivi de Djezy (14,3 millions) et d'Ooredoo (12,4 millions), indique le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE). L'opérateur Mobilis enregistre ainsi une évolution de son parc d'abonnés GSM, 3G et 4G avec 19,2 millions d'abonnés durant le 1^{er} trimestre en cours, contre 18,8 millions durant la même période de l'année précédente, relève le rapport. Il est suivi de l'opérateur Djezy avec 14,3 millions d'abonnés au 1^{er} trimestre de 2021 (14,2 millions à la même période de 2020) et Ooredoo avec 12,4 millions d'abonnés aux technologies 3G et 4G au 31 mars 2021 (12 millions à la même période de 2020). Par ailleurs, le parc des abonnés actifs de la téléphonie mobile en

Algérie a enregistré une hausse de 2 %, passant de 45,14 millions abonnés au 1^{er} trimestre de l'année 2020, à 46,04 millions abonnés au 1^{er} trimestre de l'année 2021, selon l'ARPCE.

T. H.

Groupe Sonatrach

Plus de 5 500 nouveaux postes pour les wilayas du Sud

LE GROUPE Sonatrach, avec toutes ses filiales, prévoit le recrutement de 5 615 nouveaux jeunes des wilayas du Sud, au titre des prévisions de l'année 2021, a fait savoir, hier à Boumerdès, le président-directeur général du Groupe, Toufik Hakkar. Dans une déclaration à la presse en marge de son inspection à l'Institut algérien du pétrole (IAP) de l'opération de correction du concours de recrutement de 225 jeunes de Ouargla et Touggourt, M. Hakkar a précisé que le recrutement au sein du Groupe et de ses filiales sera conditionné par l'organisation des concours «réguliers et

transparents» au profit des candidats, et ce, avant la fin de l'année en cours. Les nouveaux postes seront tous au profit des populations des wilayas du Sud comme Timimoune, Tindouf, El-Menea, Biskra, Béchar, Aïn Salah, Ouargla, Illizi, Ghardaïa, Adrar et Laghouat, a-t-il soutenu. Il a en outre indiqué que l'accès aux 2 600 postes d'emploi serait avant la mi-juillet en cours, faisant état de la préparation en cours des concours de recrutement de près de 1 900 employés et que les 1 200 postes restants seront occupés avant la fin de l'année en cours.

R. E.

Forte demande sur l'oxygène



Louvis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

La crise de l'eau risque de s'accroître les prochains jours

■ L'alimentation de la wilaya de Tizi Ouzou en eau potable s'annonce difficile pour les prochains jours, en raison de la baisse sensible du remplissage du barrage Taksebt.

Par Hamid M.

La pénurie d'eau potable, qui affecte déjà les zones rurales et montagneuses de la wilaya, va s'accroître jusqu'à toucher les zones urbaines, dont le chef-lieu de la wilaya. Selon l'Algérienne des eaux, la quantité d'eau pompée depuis le barrage est passée de plus de 140 000 à moins de 100 000 mètres cubes par jour en l'espace de trois jours. Certains quartiers de la ville des Genêts ne sont pas alimentés depuis quatre jours et les citoyens ne savent plus à quel saint se vouer, hormis pointer du doigt l'ADE, ignorant toutes ces données en l'absence de la communication indiquée en pareille circonstance. De l'avis des spécialistes, les

autorités ont mis du temps pour mettre en place un plan d'urgence face à cette situation, d'autant plus que le barrage de Taksebt n'a reçu cette année qu'une quantité de 30 millions de m³ de sa capacité globale de 186 millions mètres cubes. Le recours aux forages a été entrepris tardivement pour parer à cette crise qui s'annonçait depuis le printemps. Taksebt fournit près de 54 % des 218 570 m³/j distribués par l'ADE de Tizi Ouzou. La production de l'eau distribuée est passée de 303 000 à 253 000 m³/j actuellement dont 172 000

m³/j provenant du barrage Taksebt, selon les chiffres communiqués par les services de la direction locale des ressources en eau. Le programme d'urgence annoncé par les services de l'hydraulique porte sur la réhabilitation de 21 forages et la réalisation de 27 forages d'un débit variant de 12 à 30 m³/heure. A noter que la problématique de l'AEP était à l'ordre du jour de la session de l'Assemblée populaire de wilaya qui devait se tenir lundi, mais qui a été ajournée en raison du contexte sanitaire lié au Covid-19.

H. M.

Pêche

Les prix de la sardine se stabilisent autour de 300 DA/kg au déchargement

Les prix de la sardine se sont dernièrement stabilisés aux environs de 250 DA et 300 DA/kg au déchargement, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques.

Plusieurs ports de pêche ont dernièrement réceptionné d'importantes quantités variées de poissons bleus, ce qui a impacté positivement les prix qui se sont établis à 250 et 300 DA/kg au déchargement, a précisé le communiqué.

Entre autres ports ayant connu une augmentation du volume de déchargement du produit halieutique, le ministère a cité le port d'El Marsa, dans la

wilaya de Chlef, qui englobe 200 bateaux sardiniens, où 60 tonnes de sardines ont été réceptionnées dimanche dernier, ce qui a permis une baisse des prix à 100 et 200 DA/kg au déchargement, alors que lundi 12 tonnes ont été livrées à des prix oscillant entre 250 et 350 DA/kg.

Cette période de chaque année connaît une abondance de ce produit de la mer à travers les différents marchés, due à la saison de pêche des poissons bleus qui s'étale de mai à octobre, ce qui impacte de façon positive les prix en adéquation avec le pouvoir d'achat du consommateur, a conclu la même source.

Maya H.